

**Département des Affaires Juridiques**

Numéro de marché : 2025DGEDSSA056

**MARCHE DE FOURNITURES ET SERVICES**

**Procédure adaptée**

**Gestion du portefeuille de marques de l’Inserm**

**Cahier des clauses particulières valant acte d’engagement**

Inserm  
Administration du Siège - Pôle Finances  
101 rue de Tolbiac  
75 654 Paris Cedex 13.

ENTRE :

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), établissement public national à caractère scientifique et technologique,

101 rue de Tolbiac - 75654 - Paris cedex 13,

Représenté par son Président-directeur général, Monsieur Didier Samuel et par délégation, Madame Murielle Guillemin, Administrateur du Siège,

Désigné ci-après par le mot « l'Inserm »

d'une part

ET :

Nom, prénom et qualité du signataire : .....

☐ agissant pour mon propre compte ;

☐ agissant pour le compte de la société : .....

Dont le siège est situé : .....

Inscrite au registre du commerce de : .....

Sous le numéro : .....

☐ agissant en tant que mandataire

☐ du groupement solidaire

☐ du groupement conjoint

pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature du : .....

Désigné ci-après par le mot « le Titulaire »

d'autre part

Bénéfice de l'avance :

☐ Je ne renonce pas

☐ Je renonce

Il est convenu ce qui suit :

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 - PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET.....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 2.1 - OBJET GENERAL .....	7
ARTICLE 2.2 - TYPE DE MARCHE .....	7
<b>ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 - NATURE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 - ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 - DUREE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 - DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 8.1 - PRESTATIONS DE CONSEIL.....	9
ARTICLE 8.2 - RECHERCHES DE DENOMINATIONS ET DE LOGOS .....	9
ARTICLE 8.3 - LE DEPOT DES MARQUES .....	10
ARTICLE 8.4 - SURVEILLANCE MONDIALE OU FRANÇAISE.....	10
ARTICLE 8.5 - SUIVI, GESTION DANS LE CADRE DE LA SURVEILLANCE DES MARQUES ET VEILLE JURIDIQUE .....	10
ARTICLE 8.6 - RENOUELEMENT DES MARQUES .....	11
ARTICLE 8.7 - REDACTION DE DOCUMENTS.....	11
ARTICLE 8.8 - PROCEDURES PRECONTENTIEUSES ET CONTENTIEUSES .....	11
ARTICLE 8.9 - MODALITES DE RECUPERATION ET DE CESSION DES INFORMATIONS RELATIVES AUX MARQUES INSERM .....	11
ARTICLE 8.10 - MOYENS HUMAINS ET LOGISTIQUES.....	11
ARTICLE 8.11 - DELAIS D'EXECUTION .....	12
<b>ARTICLE 9 - PENALITES.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 10.1 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	12
ARTICLE 10.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 10.3 - OBLIGATIONS DE L'INSERM.....	13
<b>ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VERIFICATION .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12 - REPRESENTANTS DES PARTIES.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 12.1 - REPRESENTANT DE L'INSERM .....	14
ARTICLE 12.2 - REPRESENTANT DU TITULAIRE .....	14
ARTICLE 12.3 - FORME DE COMMUNICATIONS .....	14
<b>ARTICLE 13 - DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES DE COMMANDE .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 13.1 - PARTIE FORFAITAIRE DE L'ACCORD-CADRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 13.2 - PARTIE A BONS DE COMMANDE DE L'ACCORD-CADRE .....	14
Article 13.2.1 - Prestations à bons de commande.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
ARTICLE 13.3 - MENTION .....	15
ARTICLE 13.4 - DELAIS DE VALIDITE .....	15
ARTICLE 13.5 - MODIFICATION.....	15
ARTICLE 13.6 - OBSERVATION ET DATE DE RECEPTION .....	15
ARTICLE 13.7 - ANNULATION .....	15
<b>ARTICLE 14 - GARANTIE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15 - DETERMINATION DU PRIX DES PRESTATIONS .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 16.2 - ACOMPTE .....	17
ARTICLE 16.3 - REGLEMENT DES SOMMES DUES .....	17
ARTICLE 16.4 - FACTURATION .....	18
ARTICLE 16.5 - PAIEMENT .....	18
<b>ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>20</b>
ARTICLE 18.1 - CESSION EXCLUSIVE DES DROITS DU TITULAIRE A L'INSERM .....	20
ARTICLE 18.2 - GARANTIE DES DROITS .....	22
<b>ARTICLE 19 - GESTION DU PERSONNEL .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 21 - ASSURANCE.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 22 - PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 23 - RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 24 - RESILIATION .....</b>	<b>24</b>
ARTICLE 24.1 - RESILIATION PAR L'INSERM.....	24
ARTICLE 24.2 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE .....	25
ARTICLE 24.3 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	25
<b>ARTICLE 25 - LITIGES/DIFFERENDS.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 26 - DEROGATIONS AU CCAG/PI .....</b>	<b>25</b>

## Article 1 - Présentation du pouvoir adjudicateur

Créé en 1964, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche.

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale a pour missions :

- 1° D'encourager, d'entreprendre, de développer, de coordonner et d'organiser à moyen et long terme, à son initiative ou à la demande des pouvoirs publics, tous travaux de recherche ayant pour objectifs :
  - a) Dans le champ des sciences de la vie et de la santé et dans les disciplines qui concourent au progrès sanitaire et médical, l'acquisition et le développement des connaissances qui portent sur la santé de l'homme et les facteurs qui la conditionnent, sous leurs aspects individuels et collectifs, et dans leurs composantes physiques, mentales et sociales ;
  - b) La découverte et l'évaluation de tous moyens d'intervention tendant à prévenir, à diagnostiquer et à traiter les maladies ou leurs conséquences et à améliorer l'état de santé de la population ;
- 2° De contribuer à la valorisation des résultats des recherches qu'il mène ou qu'il organise ;
- 3° De recueillir et de centraliser les informations relevant de son champ d'activité, de tenir le Gouvernement et les autres pouvoirs publics informés des connaissances acquises et de contribuer à la veille scientifique et à l'élaboration de la politique nationale de la recherche et de la santé dans les domaines relevant de sa compétence ;
- 4° De favoriser la publication de tous travaux et études se rapportant à ses activités propres et à celles qu'il organise, de contribuer à la diffusion nationale et internationale de la connaissance scientifique et technique ;
- 5° D'apporter son concours à l'enseignement supérieur et à la formation à la recherche et par la recherche dans les domaines de sa compétence ;
- 6° De réaliser ou de contribuer à la réalisation d'expertises scientifiques.

Pour l'accomplissement de ses missions, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale peut notamment créer, gérer et soutenir des unités de recherche ou d'autres formations de recherche ou d'appui à la recherche en partenariat avec d'autres établissements publics ou privés, français, étrangers ou internationaux, ayant des activités de recherche, d'enseignement ou de santé.

Enfin, l'Inserm joue un rôle de première importance dans la construction de l'espace européen de la recherche et conforte sa position à l'international par d'étroites collaborations (équipes à l'étranger et laboratoires internationaux associés).

L'Inserm est représenté sur tout le territoire à travers **12 délégations régionales (DR)** qui rassemblent les services administratifs déconcentrés de son siège. Elles accompagnent les structures de recherche dans leur **gestion des finances** et des **ressources humaines**, ainsi qu'en matière de **valorisation**, de **prévention**, de **formation**, de **communication** et de systèmes **d'information**. Les délégations régionales soutiennent et conseillent les personnels de la recherche dans leurs démarches administratives et scientifiques. Elles représentent en outre l'Institut auprès des **partenaires scientifiques, institutionnels et privés**.

Les délégations régionales sont autonomes pour la passation et l'exécution des marchés n'ayant pas un caractère national.

L'administration centrale est située 101, rue de Tolbiac à Paris.

Le siège de l'Inserm est organisé de la manière suivante :

- **La Direction Générale.**
- **Administration du Siège (AdS).**
- **Agence Comptable Principale (ACP).**
- **Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales et Maladies Infectieuses Emergentes (ANRS - MIE) – Agence autonome**
- **Les départements :**
  - Affaires Financières (DAF) ;
  - Affaires Juridiques (DAJ) ;
  - Évaluation et Suivi des Programmes (DESP) ;
  - Communication (Dcom) ;
  - Partenariats et relations extérieures (DPRE) ;
  - Programmes stratégiques (DPS) ;
  - 
  - Ressources Humaines (DRH) ;
  - Science ouverte ;
  - Système d'Information (DSI).
- **Les instituts thématiques :**
  - Neurosciences, sciences cognitives, neurologie et psychiatrie ;
  - Cancer ;
  - Immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie (I3M) ;
  - Physiopathologie, métabolisme, nutrition (PMN) ;
  - Santé publique ;
  - Technologies pour la santé ;
  - Bases moléculaires et structurales du vivant ;
  - Biologie cellulaire, reproduction, développement et évolution ;
  - Génétique, génomique et bioinformatique.

L'Inserm a confié, par principe, la gestion de la protection des marques Inserm à Inserm Transfert. Par dérogation, l'Inserm assure la gestion des marques portant sur la dénomination de l'Inserm, ses composantes (telles que ses unités de recherche, départements, agence ...) ou ses activités associées (par exemple des actions de formation mises en place par une unité de recherche) (ci-après « Marques Institutionnelles »).

Au sein de l'Inserm, cette gestion des Marques Institutionnelles est exclusivement coordonnée par le Département des Affaires Juridiques, coordination qui intègre notamment les activités suivantes :

- analyse des besoins de protection et propositions de stratégies de dépôt liées,
- veille quant aux éventuelles contrefaçons par un tiers des marques Inserm,
- veille quant aux procédures de renouvellement des marques Inserm,
- gestion du précontentieux et du contentieux lié aux marques Inserm.

Le portefeuille géré par le Département des Affaires Juridiques est composé de 152 marques.

Egalement, l'Inserm dispose d'une Fondation partenariale - structure juridique facilitant le développement de projets communs entre l'Institut et des partenaires publics ou privés - dont elle est le seul fondateur. La fondation a été créée pour renforcer les capacités de recherche de l'Institut, en diversifiant ses sources de financement et en structurant la collecte de dons. Elle facilite le développement de projets communs entre l'Institut et des partenaires publics ou privés.

Par ailleurs, l'Inserm s'est vu confier par l'Etat le pilotage de l'Agence de programmes en santé, dispositif dépourvu de la personnalité juridique dont le rôle principal est de prioriser, concevoir et mettre en œuvre des programmes nationaux de recherche, impliquant les multiples acteurs de la recherche en santé.

## **Article 2 - Objet**

### **Article 2.1 - Objet général**

Le présent marché a pour objet de confier, dans le cadre de la gestion du portefeuille de marques de l'Inserm, les prestations définies à l'article 8 infra.

Le Département des Affaires Juridiques qui assure la coordination des activités relatives aux marques à l'Inserm, s'appuiera sur le titulaire pour la réalisation desdites activités.

Cette prestation inclut des missions de surveillance, de suivi, de conseil, de gestion de précontentieux et de représentation de l'Inserm dans toutes les démarches relatives à la gestion dudit portefeuille.

### **Article 2.2 - Type de marché**

Marché de services.

- Numéro de référence de la nomenclature en vigueur à l'Inserm

EB. 61 – Services de conseils juridiques

- Nomenclature communautaire pertinente :

79111000-5 – Services de conseil juridique

## **Article 3 - Pièces constitutives**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- le présent cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement,
- le bordereau des prix ;
- l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI),
- le cadre de réponse technique du titulaire.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement et son annexe le bordereau des prix, du CCAP, du CCTP ou du CCAG/PI.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG/PI, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives de l'Inserm font seuls foi. Le titulaire en reçoit une copie électronique, à la date de notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/PI.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

#### **Article 4 - Nature de la consultation**

Le présent accord-cadre est un marché de service passé en procédure adaptée en application des dispositions de l'article R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

#### **Article 5 - Forme et montant du marché**

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 750 000 euros HT pour l'ensemble de sa durée, en application des articles R. 2162-4 à R. 2162-6 et R.2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il comprend des prestations à prix forfaitaires et unitaires.

#### **Article 6 - Allotissement**

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

#### **Article 7 - Durée**

Le présent marché est conclu à compter du 22 septembre 2025 pour une durée ferme de douze (12) mois.



Le marché est reconductible trois fois pour des durées successives de douze mois, sans que sa durée ne puisse excéder quatre ans.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser une reconduction.

En cas de refus de l'Inserm de reconduire le marché, la personne responsable du marché se prononce au plus tard un mois avant la fin de la durée de validité du marché. La personne responsable du marché notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de non-reconduction au titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois mois après cette date.

## **Article 8 - Détail des prestations attendues**

### **Article 8.1 - Prestations de conseil**

Cette assistance juridique consiste à recueillir l'avis du titulaire notamment sur :

- la réglementation applicable en matière de droit des marques ;
- un point de droit au regard d'une question particulière liée au droit des marques ;
- toute action précontentieuse.

Le titulaire propose à l'Inserm une réponse claire et construite. Il peut notamment être amené à proposer le cadre juridique applicable à une situation donnée, émettre un avis, proposer des correctifs sur l'orientation envisagée par le pouvoir adjudicateur etc.

Le titulaire doit obligatoirement transmettre sa réponse par écrit.

Le titulaire précise dans son offre les coordonnées téléphoniques et électroniques prévues à cet effet, ainsi que les délais d'émission du conseil.

### **Article 8.2 - Recherches de dénominations et de logos**

Les démarches proposées par le titulaire devront s'inscrire dans une logique d'économie de moyens.

Au préalable, le titulaire accompagnera l'Inserm sur un plan stratégique afin de déterminer si un dépôt de marque est pertinent. En cas de pertinence, le titulaire assiste l'Inserm dans la recherche de dénominations et logos de marques, et notamment quant à l'identification de toute problématique liée à une marque (marque descriptive, etc) ainsi que tout conseil utile sur la possibilité ou non du dépôt de marque envisagé par l'Inserm sur un plan national, communautaire ou international.

Dans le cadre de la recherche de dénominations et de logos envisagées comme marques par l'Inserm, le titulaire s'assure de la non-existence d'un droit antérieur sur une marque identique ou similaire. La marque envisagée ne doit pas avoir déjà fait l'objet d'un dépôt.

Ainsi, le titulaire évalue, à la demande de l'Inserm, les chances de succès d'une procédure d'enregistrement de marque Inserm, et notamment quant au risque de se voir opposer toutes les

dénominations et logos donnant lieu à un droit antérieur, quelle que soit la forme que prend le nom constitutif de ce droit.

La recherche se fait à l'identique et par similitude des marques existantes en France, au sein de l'Union européenne et à l'international.

### **Article 8.3 - Le dépôt des marques en France, au sein de l'Union européenne ou à l'international.**

Le titulaire identifie les différentes stratégies de dépôts des marques en France, au sein de l'Union européenne ou à l'international en déterminant les classes de dépôts pertinentes pour les marques envisagées, et en proposant la rédaction de libellés des produits et services visés par lesdites classes.

Il conseille l'Inserm sur les stratégies de dépôts nécessaires pour les dénominations ainsi que les logos envisagés (marque verbale et/ou semi-figurative, à savoir logo en couleurs, logo en noir et blanc, logo en déroulé, logo nu). Le titulaire accompagne l'Inserm dans la définition de sa stratégie globale de gestion des marques.

En outre, le titulaire prend en charge, au nom et pour le compte de l'Inserm, toute action de protection auprès des différents offices locaux. Le titulaire est capable d'engager des actions en défense en cas de refus émanant de ces offices (cf. article 8.7 du présent CCP).

Les démarches à l'étranger (notamment administratives) étant indispensables, le titulaire doit disposer d'une structure interne ou d'un réseau, et ce afin d'optimiser son action sur place. Il met tout en œuvre pour transmettre la qualité de mandataire aux relais locaux.

### **Article 8.4 - Surveillance mondiale ou française et gestion dans le cadre de la surveillance des marques**

A la demande de l'Inserm et pour les marques identifiées par l'Inserm, à compter de la notification d'un bon de commande, le titulaire est chargé de la surveillance mondiale ou française de dépôts effectués au nom d'un tiers ou au nom d'un déposant, pour une marque Inserm désigné dans ledit bon de commande.

Le titulaire informe l'Inserm dès qu'il a connaissance d'un incident.

Le titulaire assure les activités habituelles en termes de gestion et de suivi de la marque. Ainsi, afin de contrer les difficultés liées au risque de déchéance des marques, il prend en charge la recherche et la communication des preuves d'usage de la marque concernée.

Le titulaire transmet régulièrement un rapport de surveillance à l'Inserm.

### **Article 8.5 - Veille juridique**

Si le titulaire, dans le cadre de sa veille juridique et jurisprudentielle, met en place un système de lettre d'information, l'Inserm devra disposer d'un accès au contenu informatif ainsi produit.

#### **Article 8.6 - Renouvellement des marques**

Le titulaire assure, à la demande de l'Inserm, le renouvellement des marques, en France, au sein de l'Union européenne ou à l'international.

A la demande de l'Inserm, il met en place toutes mesures appropriées pour permettre à l'Inserm de protéger ses marques ou permettre une exploitation sereine de ses marques. Le titulaire informe l'Inserm des marques arrivées à échéance et procède, sur instruction de l'Inserm, aux renouvellements nécessaires.

#### **Article 8.7 - Rédaction de documents**

Le titulaire prend en charge, à la demande de l'Inserm, la rédaction, la révision ou la négociation de tous documents liés aux marques de l'Inserm tels que licences de marques, accords de coexistence, contrat de cession de droits d'exploitation.

#### **Article 8.8 - Procédures précontentieuses**

Dans le cadre d'une procédure précontentieuse liée aux marques de l'Inserm, le titulaire est en capacité d'assister l'Inserm et dispose pour se faire du réseau nécessaire et suffisant, notamment au regard des spécificités françaises.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à exposer à ses référents locaux les spécificités propres à l'Inserm. A ce titre, le titulaire s'engage à travailler de concert avec ses référents afin d'assister au mieux l'Inserm notamment quant aux retours des divers Offices établis à l'occasion des demandes d'enregistrement des marques de l'Inserm (notification d'irrégularité etc.).

Article - Procédure contentieuse. Le présent marché n'a pas pour effet de confier au titulaire la défense des intérêts de l'Inserm dans le cadre d'une procédure contentieuse notamment devant les juridictions en France, au sein de l'Union européenne ou à l'international ou les juridictions arbitrales. Néanmoins, en cas de contentieux formé devant ces juridictions, le titulaire devra apporter l'appui nécessaire, en fonction des moyens à sa disposition, à l'Inserm et à ses conseils, afin d'assurer la protection des intérêts de l'Inserm.

#### **Article 8.9 - Modalités de récupération et de cession des informations relatives aux marques Inserm**

Le titulaire décrit dans son offre les modalités qu'il prévoit afin de récupérer, dans un délai qui ne saurait excéder un mois, les informations relatives aux marques gérées pour le compte de l'Inserm auprès des actuels cabinets en charge de ces dossiers.

En prévision de la fin du présent marché, le titulaire précise les modalités de cession de ces informations à son successeur, consolidées au cours de l'exécution de ce marché, dans un délai qui ne saurait excéder un mois.

#### **Article 8.10 - Moyens humains et logistiques**

Le titulaire désigne un interlocuteur dédié à l'exécution du présent marché.

Dans un souci de cohérence, le suivi et la gestion des marques de l'Inserm sont assurés par un ou deux interlocuteurs "fixes" des dossiers travaillant en binôme et présentés dans le cadre de réponse technique. Il s'engage à alerter l'Inserm en cas de changement des interlocuteurs dédiés. L'Inserm peut récuser la personne proposée.

L'Inserm se réserve le droit de demander le remplacement, par des profils équivalents, d'un ou plusieurs membres de l'équipe du titulaire dans le cas où la qualité du travail ne conviendrait pas ou en cas d'indisponibilité.

Par ailleurs, il serait appréciable que le titulaire dispose notamment d'une base de données interne avec accès sécurisé permettant notamment à l'Inserm de visualiser son portefeuille de marques et de faire état d'un journal des actions par marque.

### **Article 8.11 - Délais d'exécution**

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution indiqués au présent document.

Exceptées pour les prestations liées au précontentieux et au contentieux pour lesquelles le titulaire est contraint de respecter les délais résultant notamment des procédures devant les juridictions ou les cours arbitrales, le titulaire devra réaliser toutes les prestations dans les délais suivants :

- Délai classique : 10 jours ouvrés maximum ;
- Délai urgent : 48 heures ouvrés maximum.

## **Article 9 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti d'une prolongation accordée conformément à l'article 13 du même CCAG, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 euros par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le montant cumulé des pénalités pour la durée d'exécution du présent marché ne peut 10% du montant HT engagé au titre du marché. Au-delà, l'Inserm se réserve la faculté de résilier le marché aux torts du titulaire.

## **Article 10 - Obligations des parties**

### **Article 10.1 - Obligations générales des parties**

Chaque Partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

### **Article 10.2 - Obligations générales du titulaire**

Le titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter l'Inserm sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à l'Inserm,
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché, et notamment, doit organiser un accès par l'Inserm à la base de données mise en place par le titulaire pour le suivi des marques dont il est chargé en application du marché,
- à assumer la responsabilité de la qualité de service ;
- à mettre à jour la documentation et à créer les documents nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation de l'Inserm dans le domaine faisant l'objet du marché.

### **Article 10.3 - Obligations de l'Inserm**

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Inserm s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

## **Article 11 - Opérations de vérification**

Les opérations de vérification se déroulent conformément aux articles 28 et 29 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, l'établissement n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

## **Article 12 - Représentants des parties**

### **Article 12.1 - Représentant de l'Inserm**

En application de l'article 3.3 du CCAG/PI, le représentant habilité à engager l'Administration pour l'exécution du marché est le Président directeur général de l'Inserm en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le responsable technique du suivi et de l'exécution du marché est le Directeur des affaires juridiques de l'Inserm ou ses représentants désignés, qui sont les interlocuteurs principaux du titulaire.

L'interlocuteur administratif du marché est le Responsable des achats de l'Administration du Siège.

### **Article 12.2 - Représentant du titulaire**

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteur unique qui est habilité à effectuer l'analyse des besoins (avec le correspondant de l'Inserm), animer les réunions avec l'Inserm et à prendre des décisions pour assurer le bon déroulement des prestations.

### **Article 12.3 - Forme de communications**

A titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), l'Inserm et le titulaire conviennent que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

## **Article 13 - Déclenchement des prestations et modalités de commande**

### **Article 13.1 - Déclenchement des prestations**

Les prestations attendues (article 8 supra) s'exécutent à compter de la notification de l'accord-cadre.

### **Article 13.2 - Modalités de commande**

Les prestations de conseil, de négociation et rédaction (accord et licence), de procédure précontentieuse, de recherche de dénomination, de procédure de dépôt de marque, de surveillance mondiale et française de dépôts, de renouvellement des marques sont déclenchées par l'émission de bons de commande par l'Inserm en fonction de ses besoins.

### **Article 13.3 - Mention**

Les bons de commande mentionnent au moins :

- la référence du présent marché,
- la date de la commande et le numéro du bon de commande,
- la désignation et l'adresse de l'émetteur du bon de commande,
- le nombre et la désignation des unités d'oeuvre commandées ainsi que leur prix unitaire HT
- le cas échéant le nom de l'application objet du bon de commande,
- le cas échéant, les délais de livraison de la prestation,
- le cas échéant, le lieu de livraison de la/des prestation (s),
- le montant HT et TTC de la/ des prestation (s),
- le taux et le montant de la TVA applicable.

### **Article 13.4 - Délais de validité**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires.

### **Article 13.5 - Modification**

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties. La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

### **Article 13.6 - Observation et date de réception**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception d'un bon de commande afin de faire connaître à l'Inserm ses observations relatives aux prescriptions du bon de commande.

La date de réception d'un bon de commande est la date de la commande, inscrite sur le bon de commande, plus un jour lors d'un envoi dématérialisé.

### **Article 13.7 - Annulation**

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais l'Inserm doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit.

## **Article 14 - Garantie**

L'article 30 du CCAG/PI s'applique au présent marché.

La garantie des vices cachés telle que définie aux articles 1641 et suivants du code civil s'applique au présent marché.

Le titulaire est en ce sens garant des produits susceptibles d'être fournis dans le cadre du présent marché.

## **Article 15 - Détermination du prix des prestations**

### **Article 15.1 - Forme et contenu des prix de l'accord-cadre**

Les prix déterminés dans le bordereau des prix constituent les prix du présent marché.

Ils sont exprimés en euros HT.

Ils sont unitaires conformément à la répartition formulée dans le bordereau des prix, annexe au présent document.

Ils comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le présent document, notamment les frais de mission (restauration, déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire), les frais d'envoi, téléphonique, de reproduction, et la participation du titulaire aux différentes instances de suivi.

Le taux des taxes applicables notamment de la TVA est celui applicable à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Inserm. Modalités de règlement des comptes

### **Révision des prix :**

Les demandes de révision des prix sont formulées par le titulaire un mois (1) mois avant la date anniversaire du marché. Dans le cas contraire, la demande est rejetée.

Le titulaire est tenu de faire parvenir sa demande de révision accompagnée d'un bordereau des prix actualisé par courrier électronique à l'adresse suivante : [achat.ads@inserm.fr](mailto:achat.ads@inserm.fr).

Les prix sont applicables après leur validation par l'Inserm.



Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/PI, les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du marché, à l'initiative de l'une ou l'autre partie selon la formule paramétrique suivante :

$$P = P^{n-1} \times (0.15 + 0.85 (I_1/I_0))$$

- P est le prix révisé
- P<sup>n-1</sup> est le Prix H.T. révisé au titre de l'année de révision N-1 (s'agissant de la première révision tarifaire, P<sup>n-1</sup> = P<sup>m0</sup>, prix établis au moment de la remise de l'offre)
- I = index de référence INSEE publié sous l'identifiant 001664447 – Indice de prix de production de services pour le marché français – Prix de base – Entreprises – CPF 69.10 – Service de conseil et représentation juridique
- I<sub>1</sub> = Dernier indice publié à la date de la demande de révision des prix
- I<sub>0</sub> = Indice du mois de remise des offres pour la première révision tarifaire et celui utilisé lors de la précédente révision tarifaire pour les révisions suivantes.

Les prix révisés sont applicables après leur validation par l'Inserm. En aucun cas, l'augmentation ne pourra excéder 2% du montant HT de chaque prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes. Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 2%.

## **Article 16 - Modalités de règlement des comptes**

### **Article 16.1 - Acompte**

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les bons de commande passés par l'Inserm donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

Le versement d'un acompte est possible, une fois que les conditions ci-dessous sont remplies :

- Les prestations correspondantes doivent avoir été réalisées ;
- Un décompte doit avoir été produit.

La périodicité des versements doit être prévue dans les bons de commande et celle-ci ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul et de paiement des acomptes sont prévues par l'article 11.2 du CCAG/PI.

### **Article 16.2 - Règlement des sommes dues**

Les sommes dues au titulaire sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de l'admission de la prestation correspondante.

### **Article 16.3 - Facturation**

Conformément à la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-5 à L. 2192-7 du Code de la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent indiquer :

- le numéro du bon de commande de référence (Engagement Juridique EJ) à 10 chiffres.
- le numéro SIRET, identifiant l'Inserm : 18003604800015
- le code service : INMDAJ

La facture comprend, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la référence du présent marché,
- la désignation de la/ des prestation (s),
- le montant HT à payer,
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation,
- le montant TTC,
- le numéro de compte bancaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président-directeur général de l'Inserm ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense chargée du règlement est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

### **Article 16.4 - Paiement**

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai, conformément à l'article R. 2192-32 du Code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par l'Inserm en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint au présent document.

En cas de cotraitance :

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/PI, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/PI.

#### En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### **Article 17 - Confidentialité**

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'Inserm dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de l'Inserm et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de l'Inserm.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par l'Inserm et des copies qui auraient pu être faites.

L'Inserm s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de l'Inserm conformément à l'article 5 du CCAG/PI.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de l'Inserm et à l'objet général du marché.

Sauf accord express de l'Inserm, le titulaire n'est pas autorisé à copier données, codes sources ou logiciels hors des plates-formes de l'Inserm qui lui sont allouées.

## **Article 18 - Propriété intellectuelle**

### **Article 18.1 - Cession exclusive des droits du titulaire à l'Inserm**

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG/PI, le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3 du CCAG/PI.

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1° Les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° Les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

3° Les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1° et 2°.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1° et 2° tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Cette cession est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée de protection desdites prestations par les droits d'auteur.

L'Inserm peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains des droits d'exploitation mentionnés ci-dessous au bénéfice du titulaire du marché.

## **Article 18.2 - Garantie des droits**

Le titulaire garantit l'Inserm contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle des documents qu'il lui remet et des méthodes et savoir-faire qu'il met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées. Tout résultat obtenu par le titulaire en exécution du présent marché appartient à l'Inserm qui peut en disposer librement.

Si l'Inserm est victime d'un trouble de jouissance, le titulaire prendra immédiatement les mesures propres à faire cesser ce trouble, telles que :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige de manière à ce qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation,
- soit faire en sorte que l'Inserm puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement.

Si l'Inserm fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, il s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire dans un délai de quinze jours à compter de l'assignation reçue
- l'appeler en cause en qualité de garant et accepter qu'il soulève les moyens utiles à sa défense
- accepter qu'il négocie, s'il le juge opportun, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'Inserm.

Les parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent marché.

La présente cession de droits est consentie pour le monde entier, et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle. Les parties sont convenues que le prix de la cession est compris de façon forfaitaire, globale et définitive dans la rémunération perçue par le titulaire au titre des prestations décrites au Cahier des clauses particulières, et que le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Les droits de reproduction et de représentation cédés pourront être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes, supports et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs.

En contrepartie de la cession, visée aux dispositions qui précèdent, de l'intégralité des droits patrimoniaux attachés aux livrables, le titulaire recevra de l'Inserm une rémunération dont le montant est inclus dans le prix des prestations.

Le caractère de cette rémunération de la cession de droits d'auteur est expressément accepté par le Titulaire par application des dispositions de l'article L.131-4 du Code de la Propriété Intellectuelle.

## **Article 19 - Gestion du personnel**

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'Inserm, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

## **Article 20 - Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, conformément à l'article R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du présent marché public est possible à condition d'avoir obtenu de l'Inserm l'acceptation du sous-traitant et des modalités de son paiement. Ceci est constaté par un acte spécial signé par l'Inserm et le titulaire.

## **Article 21 - Assurance**

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour toute la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R. 321-1 du Code des assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile du titulaire après réalisation des prestations attendues, en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, pour tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait du personnel, des collaborateurs ou des matériels du titulaire, de façon à faire bénéficier l'Inserm, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire reconnaît être assuré pour tous risques, en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite doit être fournie.

## **Article 22 - Prévention des conflits d'intérêts**

Les conflits d'intérêts sont interdits conformément au décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie des avocats, dans sa version en vigueur.

## **Article 23 - Respect des obligations sociales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Inserm, à l'adresse suivante : [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com)

Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 24 du présent document.

## **Article 24 - Résiliation**

### **Article 24.1 - Résiliation par l'Inserm**

Par dérogation à l'article 39.2 et suivants du CCAG/PI, L'Inserm pourra, à tout moment, résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception sans mise en demeure préalable.



### **Article 24.2 - Résiliation aux torts du titulaire**

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément à l'article 39 et suivants du CCAG/PI.

De plus, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire :

- si la mauvaise exécution des prestations objet du marché a donné lieu à des pénalités pendant trois mois consécutifs.

### **Article 24.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Dans les conditions définies à l'article 42 du CCAG/PI, l'Inserm peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

### **Article 25 - Litiges/Différends**

La loi applicable au présent marché est la loi française. Le tribunal compétent pour connaître de tous litiges entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent marché est le tribunal administratif de Paris.

### **Article 26 - Dérogations au CCAG/PI**

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
Article 3 Article 9 Article 11 Article 13.1 Article 13.4 Article 15 Article 16.5 Article 24.1	Article 4.1 Articles 14.1.1 et 14.1.3 Article 28.5 Article 13.1.1 Article 3.7.2 Article 10.1.1 Article 12.1.1 Article 39.2

A  
le

Pour le titulaire<sup>1</sup>:

A Paris, le

Pour le Président-directeur général de l'Inserm  
et par délégation

L'Administrateur du Siège  
Murielle Guillemin

---

<sup>1</sup> Faire précéder la signature par la mention « lu et approuvé » et de la date. Indiquer les noms et qualité du signataire et apposer le cachet commercial.